MODALITÉS D'APPLICATION DU RÈGLEMENT CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF ET DES AUTRES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK

Service responsable : Administration générale	Approuvé par :
Administration generale	Directeur général
Date d'entrée en vigueur :	Modifié le :
Le 20 mars 1997	11 juin 2001, 29 octobre 2003, 15 juin
	2004, 14 juin 2005, 14 décembre 2021 et
	29 juillet 2025
Références :	
CC 96/97-83	
CC 2000/2001-47	
CC 2003/04-11	
CC 2003/04-53	
CC 2004/05-42	
CC 2021-2022-38	
CC 2025-2026-06	

1. VERSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION ANNUELLE

1.1. Rémunération annuelle

1.1.1. La rémunération annuelle totale d'un commissaire qui n'est pas membre du Comité exécutif est de 14 412 \$, conformément au Règlement sur la rémunération des membres du Comité exécutif et des autres commissaires adopté par le Conseil des commissaires en vertu de la résolution CC 93/94-71 du 16 février 1994, comme modifiée par la suite.

(Comme modifié par la résolution 2025/2026-06, datée du 29 juillet 2025.)

1.2. Structure de la rémunération

La rémunération de 14 412 \$ comporte deux éléments distincts :

1.2.1. Élément A - allocation mensuelle

- 1. L'allocation mensuelle est de 766 \$.
- Cette allocation vise à reconnaître les responsabilités permanentes du commissaire au sein de sa communauté et sa participation aux réunions ou aux événements spéciaux non prévus au calendrier annuel du Conseil des commissaires.



3. Le montant annuel maximum payable dans le cadre de cette allocation est de 9 192 \$.

La rémunération est assujettie à une indexation annuelle fondée sur le taux annuel applicable pour les cadres et les cadres supérieurs, conformément au décret 341-93, (1993) 125 II, n° 15, 244 du gouvernement du Québec. L'indexation entrera uniquement en vigueur lorsque le montant rajusté annuellement dépassera 9 192 \$. Selon les prévisions actuelles, cela ne se concrétisera pas avant le 31 mars 2028, car la rémunération indexée demeure inférieure au salaire de référence de 6 994 \$ établi pour 2015-2016.

(Comme modifié par la résolution 2025/2026-06, datée du 29 juillet 2025.)

1.2.2. Élément B - allocation par réunion

1. Un commissaire a droit à une allocation de 1 305 \$ pour chacune des quatre (4) réunions ordinaires annuelles du Conseil des commissaires.

Aucune indexation n'est prévue pour l'allocation par réunion.

(Comme modifié par la résolution 2025/2026-06, datée du 29 juillet 2025.)

2. RÈGLES RÉGISSANT LE VERSEMENT

- **2.1.1.** L'allocation mensuelle est versée le 15^e jour de chaque mois et est valable pour les 30 jours précédents.
- **2.1.2.** Si un commissaire démissionne ou est élu au Comité exécutif, l'allocation mensuelle est calculée au prorata du nombre de jours travaillés au cours de la période de référence précédente.
- **2.1.3.** La période comprise entre la date des élections générales et l'élection du Comité exécutif compte comme une période de référence complète aux fins de l'allocation mensuelle.
- 2.1.4. L'allocation de 1 250 \$ pour la participation à une réunion du Conseil comprend le temps de réunion et le trajet aller-retour vers le lieu de cette réunion, quelle que soit la durée.
- **2.1.5.** Ces règles de paiement s'appliquent aux réunions ordinaires et spéciales du Conseil des commissaires.
- 2.1.6. Elles s'appliquent aussi aux membres du Comité exécutif, moyennant les adaptations appropriées, sauf pour ce qui est du représentant de l'Administration régionale Kativik.



2.1.7. Aucun commissaire ne peut recevoir une avance sur sa rémunération.

3. RÈGLES RÉGISSANT LA PRÉSENCE AUX RÉUNIONS

3.1. Obligation de participation

- **3.1.1.** Conformément à l'article 5.22 du *Code de déontologie pour les commissaires* (KSB-04), les commissaires doivent être présents à toutes les réunions de la commission scolaire ayant rapport avec leurs fonctions, notamment :
 - Rencontres du Conseil des commissaires;
 - Rencontres du Comité exécutif;
 - Rencontres du Comité d'éducation;
 - Toute autre rencontre exigée par leurs fonctions.
- **3.1.2.** Conformément à l'article 5.22 du *Code de déontologie pour les commissaires* (KSB-04), les commissaires doivent s'assurer d'être ponctuels et d'assister à toute la rencontre, à moins d'un empêchement valable.

4. SIGNALISATION DES ABSENCES ET PROCESSUS DÉCISIONNEL

4.1. Avis au président

- **4.1.1.** Lorsqu'il n'est pas en mesure d'assister à une réunion, le commissaire doit en aviser immédiatement le président, pour ensuite confirmer son absence par écrit.
- **4.1.2.** Lorsqu'il est impossible de joindre le président, le commissaire doit communiquer avec le directeur général ou le secrétaire général.

4.2. Rôle du Conseil et du Comité exécutif

- **4.2.1.** C'est le Conseil qui détermine si l'absence d'un membre du Comité exécutif est justifiée ou non.
- **4.2.2.** C'est aussi le Conseil qui détermine si l'absence d'un commissaire est justifiée ou non.
- **4.2.3.** Chaque cas est évalué individuellement, en fonction des circonstances.



5. ABSENCES JUSTIFIÉES

Remarque : Les exemples ci-dessous ne représentent que des lignes directrices générales.

La rémunération d'un commissaire est maintenue dans les situations suivantes :

Problèmes liés aux déplacements

Le commissaire est bloqué en raison du mauvais temps;

L'avion ne peut pas décoller en raison des conditions météorologiques, d'une panne mécanique, d'une évacuation médicale urgente ou d'autres retards importants.

Rencontres autorisées

Le commissaire doit assister à une autre rencontre dans le cadre de ses fonctions et est autorisé à le faire.

Urgences personnelles

Maladie, rendez-vous médicaux, décès d'un proche ou autres affaires urgentes, à condition que le commissaire en informe le président dans les plus brefs délais.

6. ABSENCES INJUSTIFIÉES

Remarque : Les exemples ci-dessous ne représentent que des lignes directrices aénérales

La rémunération d'un commissaire peut être réduite dans les situations suivantes :

- Le commissaire ne monte pas à bord de l'avion même si sa réservation est confirmée;
- Le commissaire manque son vol en raison de sa négligence;
- Le commissaire saute une rencontre ou une partie de celle-ci pour des motifs non liés à ses fonctions;
- Le commissaire manque une partie d'une rencontre après avoir voyagé pour y assister;



 Le commissaire ne se réveille pas ou s'absente pour régler des questions sans lien avec la rencontre.

7. RETENUE POUR ABSENCES

- 7.1. Un commissaire se verra déduire un montant de 200 \$ pour chaque journée complète d'absence lors d'une réunion du Conseil. Une absence de moins d'une journée complète entraînera une retenue proportionnelle (p. ex., une demijournée d'absence = 100 \$).
- **7.2.** Un membre du Comité exécutif verra sa rémunération réduite conformément à la durée de la réunion à laquelle il n'assiste pas.
- **7.3.** Ces retenues s'appliquent aux réunions ordinaires et spéciales du Conseil et du Comité exécutif.
- **7.4.** Lorsqu'un membre du Comité exécutif ou un commissaire s'absente pendant une partie d'une réunion pour assister à une rencontre d'un autre organisme, et que son absence est considérée comme justifiée, la retenue correspond uniquement au montant versé par cet autre organisme.
- **7.5.** Lorsque la rémunération a déjà été versée au complet, la retenue est automatiquement appliquée au versement suivant.

8. AVERTISSEMENTS, RÉPRIMANDES ET DESTITUTION

- **8.1.** Conformément à l'article 14.2 du Code de déontologie pour les commissaires (KSB-04), le Comité exécutif peut adresser des avertissements à un commissaire.
- **8.2.** Si la personne visée est membre du Comité exécutif, c'est le Conseil des commissaires qui peut se charger d'adresser les avertissements.
- **8.3.**Conformément à l'article 14.3 du *Code de déontologie pour les commissaires* (KSB-04), un commissaire qui, sans raison valable, manque plus d'une réunion ordinaire consécutive peut :
 - Recevoir une réprimande du Conseil des commissaires:
 - Être démis de ses fonctions au sein du Comité exécutif ou d'autres comités de la commission scolaire;
 - Être prié de démissionner;



- Faire face à toute autre mesure jugée nécessaire par le Conseil pour protéger l'intégrité et la réputation de la commission scolaire.
- **8.4.**Conformément à l'article 17.0.52 c) de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* et au paragraphe 3 de l'article 652 de la *Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.C., C. I-14)*, le mandat d'un commissaire prend automatiquement fin s'il ne participe pas à trois (3) réunions ordinaires consécutives.